

Je poursuis la citation:

Nous avons donc dû, après avoir étudié soigneusement chaque demande, refuser ces projets dont la valeur et l'intérêt ne faisaient aucun doute.

Je tiens à vous remercier, vous et vos amis,

Il est gentil, au cas où les élections seraient tout à coup déclenchées! Je continue à citer:

... pour les efforts que vous avez consacrés à l'élaboration de votre projet et pour l'intérêt que vous avez manifesté pour le programme.

Recevez l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Gérard Pelletier

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): C'est beau!

L'hon. M. Marchand: C'est une belle lettre, il n'y a pas de faute.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, c'est une excellente pièce de rhétorique. C'est quelque chose de très bien, en bon français à part cela. Mais quand on demande ou suggère aux jeunes de présenter des projets, pourquoi ne leur dit-on pas: Écoutez, nous ne pouvons pas accepter votre projet, parce que nous pensons qu'il existe de la discrimination en ce qui a trait aux circonscriptions. Si les circonscriptions sont libérales, on est un peu plus généreux. Toutes ne sont pas libérales.

Monsieur l'Orateur, un projet a été présenté par un groupe de jeunes de Guérin, dans ma circonscription. Je lis la lettre adressée à «Perspectives-Jeunesse», datée du 7 mai dernier:

A qui de droit, nous avons reçu un avis concernant le refus des projets 281-5746 et 281-4937.

Nous situant dans une paroisse marginale, nous avons préparé deux projets se rattachant au tourisme tout en mettant en valeur le côté aménagement et aussi la participation de tous les gens.

Croyant avoir répondu adéquatement aux questions posées, nous ne comprenons pas le refus de cesdits projets.

Nous désirons connaître les critères d'évaluation.

Les jeunes ne sont pas fous! Ils savent ce qu'ils veulent, et leurs projets étaient sérieux, valables. Il ne s'agissait pas de projets d'animateurs sociaux communistes ou socialistes. Je continue à citer:

Nous désirons connaître les critères d'évaluation et demandons une réévaluation des deux projets.

Nous désirons faire remarquer qu'il y a sept étudiants du niveau postsecondaire faisant partie des projets.

Espérant obtenir une réponse favorable, nous vous remercions à l'avance,

Perspectives-Jeunesse,
Bernard Bois,

Guérin, comté de Témiscamingue.

• (1710)

J'en ai une autre en main qui vient de Saint-Lambert Desmeloizes, dans la circonscription d'Abitibi, et une de Malartic, dans celle de Villeneuve. Dans la circonscription d'Abitibi, trois ont signé la lettre, ce qui montre que cette question intéresse passablement les jeunes. Ils ont au moins reçu un accusé de réception à la suite de la présentation de leur projet, mais la lettre est plus intéressante que cela, et je cite:

Voici la petite histoire de deux groupes d'étudiants de notre paroisse, en regard de Perspectives-Jeunesse.

On nous annonce, en fin de février, qu'il est possible pour les étudiants de la fin du secondaire de présenter des projets dans le

[M. Caouette.]

cadre de Perspectives-Jeunesse. Quelqu'un viendra à l'école leur expliquer comment s'organiser...

Il s'agit d'un fonctionnaire qui devait exposer le programme et en préciser les critères. Et je poursuis la citation:

Leur projet devra être rendu à Ottawa pour le début de mars... On a donc une dizaine de jours devant soi pour réfléchir, se grouper, chercher un projet qui répondrait aux «normes générales», (très très générales...) Le type en question qui doit donner les renseignements n'est pas immédiatement disponible... Le temps passe. Réunion sur réunion, le soir, en paroisse, pour élaborer le plan du mieux que l'on peut: pas moyen d'avoir des explications précises. Et on espère!

On reçoit un «accusé de réception»: au moins cela.

Deux mois plus tard, une belle lettre qui nous dit que le projet répond aux normes. Mais il y a trop de projets.

C'était exactement la même lettre que je lisais tantôt au sujet d'un autre projet.

Il n'y a plus d'argent...

Et je poursuis la citation:

... le projet répond aux normes... Mais il y a trop de projets. Les deux nôtres sont refusés.

Deux pour la même paroisse, donc aucun d'accepté. Je poursuis la citation:

Pourquoi? Ce fut tiré au hasard? On ne voulait pas investir dans notre région? Il aurait fallu nous le dire d'avance...

Les projets n'étaient pas du genre de ceux que l'on voulait subventionner cette année? Qui pouvait nous avertir? Question de chance? On n'y croit plus!

Il nous aurait fallu connaître des secrets? Nous sommes loin d'Ottawa! Nous ne connaissons personne dans votre service...

Et bien d'autres questions, monsieur le Ministre!

Il convient de noter qu'il s'agit d'une lettre envoyée à l'honorable secrétaire d'État. Je poursuis la citation:

Comme pour le programme d'Initiatives locales, d'ailleurs! On nous promet «mer et monde», puis on nous laisse tomber. Et on dira que les jeunes ne s'intéressent à rien... veulent tout avoir tout fait... ne savent pas s'engager... sont pessimistes, passifs, etc.

A force d'être désabusé, il est clair que l'on devient passif.

La lettre est signée par Louise Fluet, Johanne St-Georges et Mario Laroche; une est animatrice paroissiale et les autres sont responsables du projet.

Monsieur l'Orateur, je ne lirai pas l'autre lettre, qui vient de Malartic. C'est la même chose; un projet fort bien présenté, qui constitue une dépense de l'ordre de \$12,700, susceptible d'employer 17 personnes. Les responsables étaient Gaétan Boulanger et Bernard Dubé, de Malartic. Le numéro du projet était 282-1970.

Monsieur l'Orateur, j'ai étudié le projet ce matin, et j'ai constaté qu'il était très bien présenté. C'est quelque chose de bien et de nécessaire pour la ville de Malartic. Or, le ministre donne encore la même réponse: «Je suis au regret de vous informer que votre projet ne pourra pas être subventionné cette année.» L'an dernier, il ne pouvait certes pas être subventionné, car il n'a pas été présenté.

Ceci m'amène à dire qu'à cause du manque de fonds, on refuse des milliers de projets, et je dis au ministre des Finances que si, demain matin, une guerre mondiale éclatait, tous les jeunes seraient enrôlés dans l'armée. On disposerait des fonds nécessaires pour les payer, les vêtir, les nourrir, les loger convenablement. Je tiens le gouvernement responsable du désenchantement de la jeunesse, qui est complètement dégoûtée de l'administration des affaires publiques.